

Les vidéos juridiques : un nouveau support pour la doctrine ?

Rencontre Juriconnexion du 5 juin 2014

4 milliards

de vidéos sont vues
par jour sur Youtube
dans le monde

11 millions

de Français regardent
chaque jour une vidéo soit
un internaute sur deux

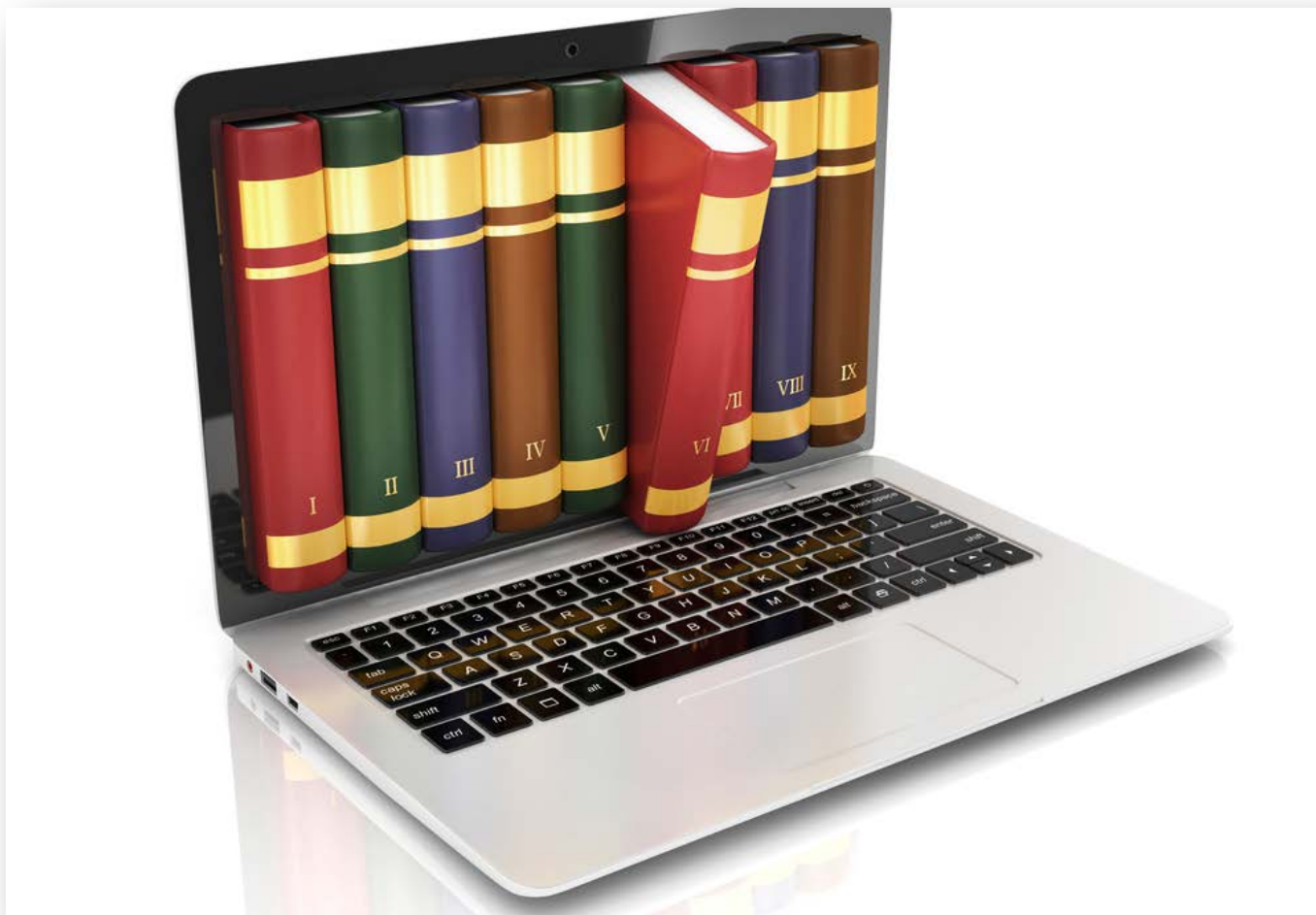
40,5 millions

de Français
ont déjà regardé
une vidéo en ligne

Les vidéonautes regardent
en moyenne chacun

8 vidéos par jour et y
consacrent **32 minutes**







- L'innovation, pour le bénéfice des juristes
- Une demande qui transcende les professions du droit
- Une nécessaire attitude de « tester et apprendre »



Lexis360® Entreprises



Lexis360®



Lexis360® Public



PolyOffice Plus



Lexis360® Notaires



Offre étudiante pour les revues hebdomadaires



Code civil 2014

❖ Devenir Avocat

Découvrez comment accéder à la profession d'avocat et les clés pour réussir l'examen.

Devenir avocat, un an de préparation...



[Voir la suite de l'émission >>](#)

Droit vers la réussite : le direct !

#3 TENDANCE DROIT
DÉPASSEZ LES FRONTIÈRES !

Philippe Carillon,
Président-Directeur Général de
LexisNexis

**International :
Opportunités & Outils**

Pour la troisième année consécutive j'ai le plaisir de vous présenter la nouvelle édition de Tendance droit, l'E-MAG qui décrypte les grandes tendances de l'évolution des professions du droit et du chiffre.

Toujours à la recherche de solutions innovantes adaptées à vos besoins et usages, nous avons souhaité vous proposer un format qui favorise une lecture rapide et dynamique sur tous types de supports numériques.

Et pour répondre à votre exigence d'un contenu de qualité, riche et pertinent, nos équipes d'experts vous offrent le monde comme terrain de jeu !

Découvrez à travers des articles, interviews et chiffres-clés les défis relevés par les professionnels français du droit et du chiffre dans leur ouverture à l'Europe et l'international.

De la formation initiale à la promotion des talents, de l'exercice à l'étranger au développement d'activité en France pour des clients étrangers, le droit continental est une véritable opportunité pour les juristes français de dépasser nos frontières.

AVOCATS
JURISTES D'ENTREPRISE
EXPERTS COMPTABLES
NOTAIRES
VIDÉOS
MAGISTRATS
JURISTES DE COLLECTIVITÉS
UNIVERSITÉS

Lire la suite

Tendance Droit

1292
LA SEMAINE DE LA DOCTRINE LA VIE DES IDÉES

LE MOT DE LA SEMAINE

MOOC juridique

1292
Un instrument de diffusion du droit

BRUNO DONDERO, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne), expert du Club des Juristes, Institut de recherche juridique de la Sorbonne - Sorbonne Affaires Sorbonne Finance

Une expression que l'on a beaucoup entendue ces derniers mois est celle de « MOOC ». Cet acronyme désigne les Massive Open Online Courses, c'est-à-dire des cours massivement ouverts et en ligne. Concrètement, ce sont des enseignements accessibles par internet, vidéos, transmissions, classes virtuelles, documents écrits, etc., et qui constituent un enseignement. Cet enseignement, en plus d'être généralement gratuit et accessible à tous, donne la part belle aux échanges entre participants, en plus des échanges avec les enseignants, le tout via réseaux sociaux. On y a il est dit des pédagogies, avec des outils de travail, des outils de travail, des outils de travail, etc. On peut imaginer toutes les déclinaisons : un MOOC consacré au Code de la famille, un autre aux contrats, un troisième aux élections, un autre encore au droit du travail, et ainsi de suite. Alors que nous baignons tous dans le système juridique, nous ne connaissons pas tous une formation juridique de base. Les MOOC juridiques pourraient pallier à ce regrettable manque.

mentaire. Mais il ne faut pas s'enfermer de la scène des MOOCs par professionnalisme et laisser de fait le champ libre aux enseignements en anglais. Des solutions peuvent être trouvées. Ainsi, un portail ministériel recensant les MOOCs à intervenir a été mis en place, avec le nom de France Université Numérique (FUN) : <http://www.france-universite-numerique.fr/>, qui accueillera les différents projets.

De point de vue juridique du droit, les MOOCs représentent une opportunité particulièrement importante. Nous ne parlons pas ici de traitement juridique des enseignements diffusés dans le cadre d'un MOOC, propriété intellectuelle des auteurs, valeur des diplômes en termes d'ECTS le cas échéant, etc. Nous envisageons l'opportunité de mettre en place des MOOCs à contenu juridique.

Tout d'abord, les MOOCs constituent un enseignement ouvert à tous, comme les « universités libres » et les « universités de tous les savoirs ». Ils permettent donc de toucher un public qui n'est pas celui des seuls étudiants inscrits à l'université, mais potentiellement toute la population. On perçoit une première utilité des MOOCs, qui permettent de faire connaître à nos concitoyens tel ou tel aspect de notre système juridique. On peut imaginer toutes les déclinaisons : un MOOC consacré au Code de la famille, un autre aux contrats, un troisième aux élections, un autre encore au droit du travail, et ainsi de suite. Alors que nous baignons tous dans le système juridique, nous ne connaissons pas tous une formation juridique de base. Les MOOC juridiques pourraient pallier à ce regrettable manque.

Ensuite, il faut comprendre que par l'utilisation de techniques de l'enseignement à distance, l'ouverture de tous les savoirs que constitue le MOOC est ouverte au monde entier. On réalise dès lors aisément l'opportunité instrumentale de diffusion du droit.

MOOC juridique

Partager cet article sur Twitter : [Twitter](#)
BRUNO DONDERO, agrégé des facultés de droit, professeur à l'université Paris 1 (Panthéon-Sorbonne), expert du Club des Juristes, Institut de recherche juridique de la Sorbonne - Sorbonne Affaires Sorbonne Finance



Avec LegalTag, le droit vous parle ?
Grâce à l'application LegalTag, vous pouvez scanner un article sur la Semaine juridique édition générale et aussi écouter l'auteur en vidéo !

MOOC juridique
Un instrument de diffusion du droit





Merci
Q/R